

Entretien avec **Jean-Dominique Giuliani***

DE LA NÉCESSITÉ DU COUPLE FRANCO-ALLEMAND

Cet entretien a été réalisé par Pierre Verluise

AGIR. Dans une Union européenne à 27, l'idée d'un directoire franco-allemand a-t-elle encore un sens ? Un axe franco-allemand est-il possible, d'une part en fonction des divergences qui surviennent parfois entre Paris et Berlin, d'autre part du fait des oppositions qu'il suscite dans des pays moins peuplés ?

J.-D. Giuliani : Le mot de directoire n'est pas le bon ; je parlerai davantage de moteur franco-allemand. Je ne crois pas qu'il suscite des oppositions telles qu'il ne puisse plus fonctionner. Je crois, en fait, qu'il est indispensable parce qu'il porte un certain nombre de valeurs qui font la jonction entre les valeurs fondatrices de l'Europe communautaire et leur expression moderne. Les visions européennes de la France et de l'Allemagne sont les plus proches que l'on trouve au sein de l'Union européenne (UE), même s'il existe des nuances. Le modèle rhénan existe ; la France et l'Allemagne l'incarnent et le partagent. Lorsque nous siégeons au G20, nous voyons qu'il y a des valeurs fondatrices qui sont nées sur le continent européen et qu'elles ne seront pas totalement partagées avant longtemps par nos voisins insulaires d'outre-Manche. Ils ont un pied de l'autre côté de l'Atlantique, même si l'autre est de plus en plus posé sur le continent européen.

Quelles sont ces valeurs ? Il s'agit d'abord de l'esprit communautaire : quelles que soient les différences entre la France et l'Allemagne, nous acceptons d'en parler et de traiter à parité avec ce partenaire privilégié. Les Français peuvent parler diplomatie et défense avec les Allemands qui sont parfois un peu en retrait sur ces sujets mais sont à l'écoute des Français. En matière économique, il y a un petit avantage allemand que les Français

* Jean-Dominique Giuliani est président de la fondation Robert Schuman.

acceptent plus ou moins de reconnaître. Lorsque nous devons traiter de problèmes globaux comme la non prolifération nucléaire, le Moyen-Orient ou les relations transatlantiques, on s'aperçoit que la France et l'Allemagne, qui n'ont pas toujours les mêmes visions, sont cependant presque toujours les plus proches parce qu'elles ont souvent les mêmes intérêts. Un des miracles de l'UE c'est de ne pas froisser les intérêts nationaux mais d'essayer de les dépasser et de les servir.

Il s'agit ensuite du modèle de développement économique et social. Durant l'année 2009, la crise économique en a apporté une illustration. Le modèle économique rhénan qui n'était plus vraiment à la mode ces dernières années, y compris au sein des institutions européennes, a fait un retour en force, non seulement dans les opinions publiques, mais aussi dans la politique des gouvernements. C'est ainsi qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy peuvent en pleine campagne pour les élections européennes (2009) co-signer un article où ils parlent d'une Europe qui « protège son industrie et défend ses intérêts ». Cela est conforme à une société dans laquelle le progrès économique est mis d'abord au service de l'homme, c'est-à-dire une organisation collective où la solidarité est une réalité.

Le couple franco-allemand incarne ce modèle. Il est aussi incontournable parce ce que nous partageons souvent les mêmes intérêts. Chaque fois que nous avons un nouveau dirigeant en France ou en Allemagne, il veut réexaminer les fondamentaux des relations franco-allemandes, mais au plus tard dix-huit mois après son opinion est faite : l'intérêt de la France veut qu'elle travaille avec l'Allemagne comme l'intérêt de l'Allemagne veut qu'elle œuvre avec la France, même si les personnalités des dirigeants n'y poussent pas spontanément, comme c'était le cas au début avec la chancelière Merkel et le président Sarkozy.

Il n'y a pas d'incompatibilité entre le modèle rhénan et le modèle français. J'ai retrouvé dans ses *Mémoires d'espoir* une citation du général de Gaulle qui justifie l'adhésion de la France à l'Europe communautaire en avançant que cela va faire du bien à l'industrie française de voir que le libéralisme est plus créateur que la protection de l'État. Le général de Gaulle accepte le Marché commun parce qu'il y voit la condition de la modernisation de l'économie française, et il avait raison puisque cela a parfaitement fonctionné. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de difficultés ponctuelles, - je pense à EADS ou à l'Union pour la Méditerranée -, mais à moyen et long termes les intérêts franco-allemands se rejoignent la plupart du temps. Est-ce vrai également sur l'euro ? Cela mériterait d'être débattu, ce qui n'est pas véritablement le cas, mais je crois que la réponse est positive. La France a connu au XX^e siècle dix-sept dévaluations. Et personne ne peut souhaiter revenir sur les acquis de la monnaie unique. La protection du bouclier de l'euro est dans l'intérêt de la France. Le niveau de

l'euro est néanmoins désormais en cause, y compris en Allemagne, premier exportateur mondial qui souffre aussi de la faiblesse du dollar et du yuan. Peut-être arriverons-nous à trouver une formule de gouvernance économique un peu plus politique qui permettrait d'adosser à l'euro d'autres outils, notamment budgétaires, mais nous sommes en difficulté parce que nous n'avons pas été précédemment exemplaires. Nous n'avons pas voulu donner un véritable budget à l'UE, la France et l'Allemagne n'ont pas été suffisamment raisonnables dans leur gestion des déficits et nous avons abordé la crise dans les plus mauvaises conditions : avec une dette en croissance et un déficit budgétaire très important. En réalité, il faut que les Français soient capables de convaincre les Allemands que la gouvernance économique ce n'est pas autoriser les déficits et accroître la dette, mais de mettre en œuvre une vraie politique soutenant les industries d'avenir. Je crois que c'est possible parce qu'ils souffrent déjà de la concurrence monétaire de la Chine et des Etats-Unis, de la baisse des échanges mondiaux et du protectionnisme rampant de certains de nos partenaires. L'affaire des avions ravitailleurs d'Airbus les a ainsi évidemment beaucoup choqués.

AGIR. Alors, comment faire pour que les autres Etats membres ne voient pas les Paris et Berlin sous la forme d'un directoire ?

J.-D. G. Ce ne sont pas les nouveaux États membres qui sont les plus critiques à l'égard des relations franco-allemandes car ils ont besoin de la solidarité de l'UE et il est facile de les associer aux initiatives franco-allemandes. Par exemple, les Polonais insistent pour que le Triangle de Weimar retrouve une existence. Ce ne sont pas les élargissements de 2004 et 2007 qui posent problème pour la relation franco-allemande mais parfois les précédents ! Ce sont eux qui ont le plus de problèmes avec le couple franco-allemand parce qu'il incarne des valeurs et des intérêts continentaux qui sont, pour dire les choses de manière très franche, parfois différents des intérêts transatlantiques. Je suis très frappé de voir que les Allemands acceptent de plus en plus l'idée qu'il y a des valeurs et des intérêts continentaux spécifiques qui méritent d'être défendus dans le monde, y compris vis-à-vis des Américains et des Chinois. S'agissant des valeurs, notre attachement commun à une économie sociale et à une vraie solidarité envers les plus faibles, dans le respect de la liberté d'entreprendre, est une signature quasi-identitaire.

Pour la définition des intérêts européens spécifiques, la réflexion commence à peine. Elle aurait dû être conduite depuis longtemps par la Commission européenne. Les députés européens allemands sont maintenant très sensibles à ce discours. Dans le programme de la CDU-CSU pour les élections européennes de 2009, on a remarqué pour la première fois des thèses franchement proches de celles de la France, sur les frontières de

l'UE, l'industrie, la recherche... Il y a là un dialogue à approfondir car il y a une véritable communauté de convictions des deux côtés du Rhin. Un certain nombre d'États comme la Pologne, les pays Baltes, la Hongrie ou la Roumanie seront intéressés par cette réflexion si elle est un peu plus dense et assumée.

AGIR. Cela vaut-il en matière de défense ?

J.-D. G. Oui, en matière de défense, il y a deux conceptions qui s'affrontent. L'une qui a prévalu jusqu'ici : il faut ouvrir les marchés au monde pour éviter les d'avoir trois avions de combats d'un même type. L'autre qui reste à inventer pour les produits de souveraineté : ouvrir les marchés entre pays membres de l'UE mais les protéger face au reste du monde, ce qui reviendrait à introduire une forme de préférence communautaire tout à fait justifiée pour les industries de souveraineté. Nous en sommes loin, pourtant les résultats des élections européennes de juin 2009 marquent à mes yeux la progression de ces thèses en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie et la Pologne évolue progressivement dans ce sens.

AGIR. La France et l'Allemagne ont-elles chacune une forme de tropisme spécifique, le sud pour Paris et l'est pour Berlin ?

J.-D. G. Il ne s'agit pas d'un tropisme mais d'une sensibilité et d'une connaissance de ces espaces. Il ne s'agit pas d'une préférence mais d'une sensibilité plus exacerbée du fait de l'histoire, des migrations et des intérêts économiques. En dépit de son intérêt pour le sud, la France a aussi une vision de la Russie, spécifique et charpentée, peut-être encore plus impériale que celle de l'Allemagne. Je ne crois pas à un tropisme, cette représentation me semble un peu trop rapide et trop courte. La France ne regarde pas que vers le sud et l'Allemagne seulement vers l'est, mais il est vrai que l'histoire conduit à des sensibilités et des connaissances particulières. Pour autant, je ne crois pas que ces deux visions s'opposent à l'heure de la globalisation.

AGIR. Comment qualifieriez-vous les relations de la France avec la Russie et de l'Allemagne avec ce même pays ?

J.-D. G. Je dirais que la France n'est pas gênée par son histoire dans ses relations avec la Russie, au contraire elle est peut-être favorisée puisqu'elle comprend mieux que d'autres la vision russe un peu impériale – et disons le franchement archaïque – des relations géopolitiques. La Russie a des adeptes en France qui considèrent que l'Hexagone a besoin d'une Russie forte, quel que soit son régime politique. Ils y voient un élément de stabilité pour le continent, avec parfois une certaine nostalgie pour l'Union soviétique !

On ne trouve pas cette vision en Allemagne, à cause de la Seconde Guerre mondiale puis de la division du pays. Ce qui conduit l'Allemagne à une vision plus commerciale et plus pragmatique de la Russie. Il ne faut pas mépriser cette vision de la Russie, ne serait-ce que parce qu'elle rejoint la nôtre. Il n'y a pas de développement économique durable de l'Europe sans une relation stabilisée et normalisée avec la Russie post-soviétique. C'est difficile à instaurer et parfois à faire comprendre aux Russes mais nous ne pouvons pas nous contenter de la vision américaine de la Russie. Nous devons avoir une politique russe qui soit européenne, parce que quoique nous fassions, quoiqu'il se passe au sein de ce pays, il reste notre voisin, qu'il est l'Etat le plus étendu du monde et qu'à ce titre il constitue une réalité géopolitique incontournable. Une véritable politique européenne envers la Russie doit donc en tenir compte. Il faut la définir. Je crois que la France et l'Allemagne peuvent y contribuer, sans rien céder sur nos valeurs démocratiques.

AGIR. Pourquoi n'avons-nous pas une vision de la Russie ?

J.-D. G : L'UE n'a pas aujourd'hui de vision de la Russie à cause du rideau de fer, c'est clair. Les trois pays Baltes ont été occupés illégalement, les cinq autres pays d'Europe centrale et orientale ont été asservis par la force. Ils voient donc encore la Russie comme une menace. D'autant qu'il n'y a pas eu de procès du communisme et que le régime russe se veut le continuateur du régime soviétique. Il aurait du y avoir, comme pour le nazisme à Nuremberg, un procès public de cette idéologie totalitaire pour libérer la mémoire. Or les mémoires de nos partenaires européens d'Europe centrale et orientale sont encore écrasées par l'horreur quelles ont vécue. Je crois aussi, d'ailleurs, que la mémoire collective russe est encore écrasée par l'expérience du totalitarisme. C'est un sujet sur lequel nous travaillons beaucoup. Comment peut-on surmonter une expérience totalitaire et s'en libérer pour reconstruire ensuite une vision géopolitique plus réaliste et plus actuelle ? C'est un exercice très difficile, mais je constate que malgré tous nos efforts en direction des citoyens d'Europe centrale et orientale, même s'ils nous sentent solidaires de leur passé, ils n'arrivent pas toujours à le dépasser. Ils se heurtent alors à des Allemands, des Français, des Britanniques qui ont continué à vivre cinquante ans comme si le rideau de fer n'existait pas et qui considèrent, le rideau de fer étant tombé, qu'il faut maintenant passer à autre chose. Les populations d'Europe centrale et orientale portent dans leur chair des expériences terrifiantes et tellement horribles qu'il faut d'abord les laver dans un exercice de solidarité qui relèverait presque de la psychologique si ce n'était pas de la politique au sens le plus grave du terme.

Malgré Yalta, ce sont les Etats-Unis qui ont empêché la Russie soviétique de prospérer et de pousser ses pions en Europe, puis l'ont fait

chuter. Voici pourquoi les pays d'Europe centrale et orientale pensent devoir à Washington leur liberté et leur sécurité retrouvées. Ce qui explique leur entrée dans l'Otan, en 1999 ou 2004, avant leur adhésion à l'UE.

AGIR. Les PECO peuvent-ils devenir une chasse gardée de l'Allemagne ?

J.-D. G. La France s'inquiétait que l'Allemagne ne fasse des pays d'Europe centrale et orientale une chasse gardée, mais je crois que ce n'est pas le cas. Le marché unique est véritablement unique. Certes, la République tchèque est proche de l'Allemagne, mais globalement tout le monde gagne au marché unique, y compris les Américains qui ont beaucoup investi dans cette zone. Les entreprises françaises, britanniques et espagnoles en ont tiré bénéfice. La mobilité des populations, des capitaux, voire des investissements a accru le nombre de bénéficiaires de l'élargissement, ce qui n'empêche pas l'Allemagne d'avoir une réelle influence dans sa proximité immédiate. D'ailleurs, on a vu des pays baltes soutenir des positions françaises. La France agit plus habilement aujourd'hui qu'à l'époque de la présidence de J. Chirac. N. Sarkozy a mieux intégré l'importance de l'Europe centrale, non seulement à la table du Conseil en terme de droits de vote mais aussi sur le plan intellectuel et moral avec la question du totalitarisme qui explique en partie le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan. Cette décision a été perçue comme la levée d'une incertitude sur la position française, ce qui été reçu de manière extrêmement positive.

AGIR. En ce qui concerne les pays d'Europe centrale mais aussi l'Ukraine, le Caucase voire la Russie, comment la France pourrait-elle jouer de manière plus pertinente encore ?

J.-D. G. C'est sous présidence française de l'UE que l'Ukraine a signé un partenariat privilégié avec l'Union européenne. Lorsqu'elle est venue à Paris, Madame Timochenko a publié un article où elle écrivait que pour elle la politique étrangère de l'UE c'était la France et personne d'autre ! Un cri d'amour tout à fait excessif mais intéressant. Je suis allé voici quelques temps en Ukraine pour animer avec le vice-premier ministre chargé de l'intégration européenne une réflexion sur l'avenir avec des personnalités de très haut niveau. Je crois qu'ils ont compris rapidement que l'adhésion à l'UE n'est pas forcément obligatoire, contrairement aux Turcs. Ce qui les intéresse c'est de profiter de l'ouverture économique, des investissements européens, d'une aide dont ils ont besoin pour créer un Etat efficace et une véritable démocratie, lutter contre la corruption. Pour autant c'est un pays dynamique qui n'a pas l'intention de provoquer la Russie, bien que certains acteurs soient sous influence. L'Ukraine se satisferait très bien d'une position assez neutre entre l'UE et la Russie. Des responsables de haut

niveau le confient en privé. Certes, le président Iouchtchenko n'est pas sur cette ligne, mais son avenir est compté. Cet immense pays a compris qu'il ne pourrait pas créer de relations durables avec l'UE si le principal motif c'est de le faire contre la Russie. Il faut que ce soit un motif positif et non contre quelqu'un d'autre.

AGIR. La Russie elle-même, si les relations économiques entre l'Ukraine et l'UE étaient renforcées, pourrait être gagnante.

J.-D. G. Vous avez tout à fait raison, ne serait-ce que parce que les Russes contrôlent une large part de l'économie ukrainienne. Ne perdons pas de vue que l'unité nationale ukrainienne reste fragile, il faut d'abord construire un consensus, moderniser l'outil industriel à l'Est et l'agriculture à l'Ouest. On a estimé à 8 milliards d'euros les investissements nécessaires pour stocker la production de blé ukrainienne qui augmente rapidement. Grâce à ses terres noires, l'Ukraine pourrait nourrir à elle seule le continent européen.

Pour l'Ukraine, il me semble que la bonne posture géopolitique est d'avoir à la fois de bonnes relations avec l'UE et avec la Russie. A ce moment là, une partie des difficultés pourraient être résolues, à condition de disposer d'une élite politique responsable. Ici comme dans d'autres pays d'Europe centrale et orientale, après avoir décapité trois générations de dirigeants, on ne se retrouve pas toujours avec les meilleurs !

AGIR. N'y a-t-il pas du côté ouest européen un calcul : compte tenu du vieillissement et de la diminution de la population agricole ouest-européenne comme de ses coûts de production élevés, ce serait une bonne opération que de faire produire pour moins cher sur les terres noires ukrainiennes une part des produits nécessaires pour nourrir l'UE ?

J.-D. G. On peut en faire le constat et ce n'est pas un calcul. Ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de vrai consensus au sein de l'UE à propos de l'Ukraine. Il existe d'un côté la position française et allemande, rejointe par l'Italie et l'Espagne : l'Ukraine est un grand pays avec un potentiel économique considérable, notre intérêt est donc d'avoir de bonnes relations avec lui. Voilà pourquoi on essaie de donner du contenu à ce partenariat privilégié, sans créer de tensions internes à propos des relations avec l'UE ou avec l'Otan. L'erreur de certains a été de vouloir forcer l'adhésion ukrainienne à l'Otan, erreur relayée par le président Iouchtchenko qui va probablement le payer de son avenir politique.

Ce qui se joue en Biélorussie c'est l'inclusion ou non dans la Russie. La Biélorussie – y compris celle du président Loukachenko et de son KGB – résiste pour l'heure. On observe en Biélorussie à la fois une volonté de normalisation des relations avec l'UE et des gestes contraints à l'égard de la Russie. La société russe Gazprom a déjà mis la main sur les tuyaux

biélorusses. Une bataille sourde et profonde s'est engagée et pour une fois l'Union européenne a été très habile début 2009 en entrouvrant la porte à la Biélorussie, afin qu'elle puisse profiter de son partenariat oriental. Certes, il s'agit seulement de 600 millions d'euros à se répartir entre six pays, mais l'UE a montré ainsi qu'elle peut tendre la main, sans pour autant laisser envisager une adhésion. Il s'agit de construire à la fois des relations normalisées avec la Biélorussie et des intérêts économiques partagés avec l'UE, ce que la Russie ne veut pas parce que cela n'entre pas dans le schéma des dirigeants russes. Ces derniers restent dans une logique d'usage de l'énergie à des fins stratégiques, voire claniques et plus généralement de rapports de forces qui permettent de maintenir la fiction d'un empire qui n'est plus.

AGIR. A propos de partenariat privilégié, pensez-vous que la candidature de la Turquie à l'UE sera conduite vers cette voie ? Existe-il des divergences entre la France et l'Allemagne au sujet de la Turquie ?

J.-D. G. Il n'y a pas d'opposition entre la France et l'Allemagne au sujet de la Turquie et je crois qu'il n'y en a jamais eu. J'ai même entendu en son temps les confidences du chancelier Helmut Kohl qui se justifiait en privé d'avoir accepté d'engager les négociations avec la Turquie : « Parce que cela ne se fera jamais ». En réalité, la France et l'Allemagne pensent la même chose depuis toujours : il faut contribuer à la modernisation de la Turquie, à son européanisation mais elles ne l'imaginent pas au sein des institutions. Cela apparaît maintenant clairement. Il ne faut pas croire, à l'image des dirigeants turcs, que les motivations sont uniquement électorales. La diplomatie française, au plus haut niveau, considère que si on ne dit pas la vérité aujourd'hui à la Turquie au sujet de sa candidature on risque une plus grande crise plus tard. Parce que il est tellement contraire au bon sens de faire adhérer la Turquie à l'UE que cela ne se fera pas. Cette vision est devenue dominante en Allemagne. Tous les sondages indiquent que les populations des pays membres de l'UE sont de plus en plus hostiles à la candidature de la Turquie. Nous en avons tiré les leçons dans la crise ukrainienne : l'Union européenne a répondu par la négative à la demande d'adhésion du président Iouchtchenko mais a proposé un partenariat privilégié. Nous sommes prêts à les aider mais pas à leur promettre une adhésion. L'UE a donc déjà tiré les leçons de l'affaire turque.

AGIR. Quid de la Moldavie ?

J.-D. G. : Tant que l'UE n'aura que l'adhésion à offrir comme politique étrangère à ses frontières, c'est insuffisant. La Moldavie est une affaire européenne mais elle illustre l'incapacité de l'UE à régler un problème finalement assez simple. La solution est d'abord économique et financière. Si l'UE n'est pas capable d'œuvrer pour remettre à niveau la Moldavie et la

Transnistrie, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. L'incapacité de l'UE à régler les conflits gelés à ses frontières renvoie de l'UE une image pénible. Il était possible de trouver une solution. Le chancelier Kohl a montré ce qu'il faut faire : on « sort son carnet de chèques », on veille à ce que personne ne perde la face pour que la XIV^e armée russe rentre chez elle et on s'attache à donner un avenir européen à la Moldavie, qui est l'un des pays les plus pauvres de l'Europe, en aidant sa population.

AGIR. Et Kaliningrad ?

J.-D. G : Personne ne réclame le rattachement de Kaliningrad à l'Europe communautaire, sauf peut-être et avec discrétion certains responsables de l'administration locale qui lorgnent sur les fonds communautaires... Quant à transformer Kaliningrad en Hong Kong de la Baltique, il faudrait d'abord que l'administration présidentielle russe fasse preuve de constance et de cohérence et lui donne les moyens de se développer.

AGIR. Quelles sont les vraies raisons de l'opposition allemande au projet français d'une Union méditerranéenne ?

J.-D. G : La France a mal présenté son projet d'Union méditerranéenne. L'idée selon laquelle, au sein de l'UE il puisse y avoir des États qui auraient des relations privilégiées avec des pays tiers sans les partager avec les autres membres de l'UE, est totalement contraire au principe même de l'Union européenne. C'est comme cela qu'avait pourtant été conçue l'Union méditerranéenne. Deuxièmement, Madame Merkel l'a dit très clairement : parce que nous partageons beaucoup de choses, il ne peut pas y avoir une frontière qui passe entre la France et l'Allemagne, même à propos d'une politique européenne envers d'un pays tiers. Franchement, je crois qu'elle a raison. L'idée que chaque pays membre pourrait avoir de son côté sa propre politique envers quelque pays que ce soit, revient à entamer le détricotage de l'Union européenne. Cela ne veut pas dire qu'il faut nier le passé et les relations privilégiées nées de l'histoire, mais il faut jouer le jeu avec nos partenaires, surtout nos partenaires les plus proches. C'est une leçon de savoir vivre et de conception. Mon ami Henri Guaino l'a compris, quand il s'est rendu à la chancellerie pour en parler avec ses homologues allemands. Il ne peut pas y avoir une politique européenne qui engage la France et pas l'Allemagne Et réciproquement. Ce principe fait notre force. La France et l'Allemagne représentent presque la moitié du Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro ; si nous commençons à nous diviser, nous sommes perdus. Si, en revanche, la France et l'Allemagne font l'effort de prendre des positions communes, elles sont incontournables.

Il est vrai que la France connaît mieux les pays méditerranéens et conserve des intérêts nationaux propres, mais je ne vois pas ce qui empêche

Paris de partager ses intérêts. La France peut dire qu'elle est concernée par l'immigration venue de la rive sud, mais il y a davantage d'immigrés turcs en Allemagne qu'en France. L'Italie et l'Espagne sont plus exposées que la France à l'immigration, pourtant nos forces navales constituent l'essentiel du dispositif de Frontex. Il faut considérer ces problèmes en prenant en compte l'intérêt commun. Pour être très franc, je crois que c'est devenu le cas.

AGIR. Quelle influence ont les Etats-Unis sur les relations franco-allemandes ? Le positionnement de l'Allemagne par rapport aux Etats-Unis a-t-il pu peser sur le repositionnement de Paris par rapport à Washington ?

J.-D. G : Je ne crois pas que les relations entre l'Allemagne et les Etats-Unis aient pu peser sur le récent repositionnement de la France par rapport aux Etats-Unis. En revanche, dans le passé, il y eu une forte influence américaine sur les relations franco-allemandes. N'oublions pas les données essentielles. La France a refusé la Communauté européenne de défense, c'est comme cela que l'Otan a pris toute son ampleur, en offrant à l'Allemagne fédérale un retour discret dans la communauté internationale. L'Allemagne de l'Ouest était partie intégrante de l'Otan. Cet esprit continue. De plus en plus se développe en Allemagne l'idée qu'il existe des intérêts européens propres qui diffèrent des intérêts américains. L'affaire des avions ravitailleurs a beaucoup choqué en Allemagne, parce qu'elle prouvait ce que nous disions depuis longtemps : nous avons nos intérêts spécifiques qui ne sont pas nécessairement ceux de Washington, qui demeure notre grand allié. La vision de la Russie n'est pas la même à Washington et à Berlin, idem pour l'approche de la Turquie. Il y a maintenant en Allemagne, surtout à la CDU, des responsables qui pensent en termes d'intérêts européens spécifiques. Il y a encore 15 ans leurs positions étaient plus proches de la vulgate otanienne que des positions françaises. Aujourd'hui, ils ne sont pas hostile à la préférence européenne en matière d'industries de défense, premier pas vers une défense commune.

La question importante pour la France comme pour l'Allemagne, et au-delà pour l'UE, c'est l'autonomie de la pensée stratégique. Nous n'y sommes pas encore. Les Allemands, du fait de l'histoire, étaient un peu contraints. Les Français, du fait de leur tempérament étaient peut-être un peu excessifs. Avec les nouvelles orientations françaises, le président Sarkozy a intégré les intérêts européens dans les intérêts nationaux. C'est peut-être une opportunité pour développer une vision commune des intérêts européens spécifiques. Là encore, si ça ne passe pas par une réflexion franco-allemande cela ne se produira pas.

AGIR. Avez-vous l'impression qu'on se donne suffisamment les moyens de penser les intérêts stratégiques de l'Europe communautaire ?

J.-D. G. Non, l'UE ne se donne pas les moyens de penser ses intérêts stratégiques spécifiques. C'est la plus grande critique que je fais aux institutions européennes : manque de recul et carence de profondeur stratégique. Bref, le contraire de ce que font les Etats-Unis lorsqu'ils veulent travailler sur un sujet, en faisant appel aux *think tanks* et aux meilleurs chercheurs, en brassant les idées et en examinant les faits sans concession, avant d'élaborer de manière très rigoureuse, une doctrine durable.

C'est une faute, largement due à l'organisation actuelle de la Commission européenne. Bien sûr on peut dire que la stratégie n'est pas de sa compétence, mais par exemple, elle n'a pas su anticiper la hausse des prix agricoles et alimentaires alors qu'il s'agit de la seule politique vraiment fédérale. Face à la crise économique, il n'y a pas eu plus de réflexion et surtout pas d'autonomie de pensée à la Commission. La mode anglo-saxonne l'a conduite à préférer les économistes américains aux européens pour imaginer une sortie à la crise. Je l'ai indiqué au Président de la Commission, M. Barroso, qui m'a dit vouloir combler cette lacune au cours de son second mandat. Je crois que nous pouvons modifier cet état de fait parce qu'il y a en Europe des personnalités très compétentes qui partagent cette préoccupation.

Je sens que la mode de la pensée anglo-saxonne est passée, parce que la crise financière a été déclenchée par ses abus. L'Union n'a pas échappé à cette mode, par exemple en allant jusqu'à libéraliser les jeux d'argent ! Je ne vois pas ce que cela apporte à l'économie européenne mis à part le risque du blanchiment de l'argent sale et l'emprise de la mafia. Pourtant le Commissaire irlandais Mc Creevie en a fait sa réforme principale ! Pour moi c'est une faute politique et morale. Il faut arrêter avec cette dictature intellectuelle de la libéralisation de tout et de rien ! Et ne pas s'occuper du seul consommateur, mais aussi du citoyen européen.

Oui, l'UE souffre d'un manque de profondeur stratégique. Elle a réussi à relancer les relations avec la Russie mais elle n'a pas réussi à donner à élaborer une stratégie rigoureuse envers la Chine.

Concernant la crise économique, les institutions européennes n'ont pas été à la hauteur de la situation. Il est vrai que les Etats membres n'avaient pas été ces dernières années très enclins à leur donner plus de responsabilités et de moyens, mais cela fait partie des données récurrentes depuis le début de l'Europe communautaire. En revanche, on était en droit d'attendre de la Commission européenne une posture, un discours, une mobilisation intellectuelle... qui n'a pas eu lieu. Sa première réaction a été de dire que la crise n'était pas un problème européen. De leur côté les Etats membres étaient bien contents de montrer qu'ils avaient jalousement gardé

la haute main sur les moyens réglementaires et financiers nécessaires pour faire face à la crise. Dans le même type de situation, si on se reporte au passé, jamais la Commission européenne n'a été aussi performante que lorsqu'elle a été capable de porter des idées dans la difficulté, par exemple avec Jacques Delors. Le rôle de la Commission européenne est à la fois de tenir compte des intérêts nationaux pour ne pas mettre les gouvernements en porte à faux, mais aussi de les tirer vers un intérêt commun européen.

Nous avons besoin d'institutions européennes fortes mais aussi audacieuses, qui proposent et fassent montre de courage pour bouleverser les réflexes nationaux traditionnels. Sinon, nous connaissons l'issue : le XXI^e siècle sera dominé par les Etats-Unis et la Chine alors que l'Union européenne est la première zone de production de richesses du monde et peut revendiquer le premier rôle. Encore faut-il le vouloir et s'en donner les moyens !